



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 380 du 20 avril 2025

Au sommaire :

- **L'austérité au service du CAC40, des riches et de l'armée contre les travailleurs** - Daniel Minvielle
- **L'offensive commerciale et militaire des USA ébranle les vieilles puissances occidentales et le capitalisme mondialisé** - Yvan Lemaitre

L'austérité au service du CAC40, des riches et de l'armée contre les travailleurs

« La vérité permet d'agir ». C'est sous ce slogan que Bayrou, bien connu pour son sens de la vérité et du ridicule, a tenu mardi 15 sa « *conférence sur les finances publiques* ». Il s'agissait de lancer les travaux de préparation du budget 2026 et d'« *alerter les Français sur la situation budgétaire critique du pays* ».

En réalité, « l'alerte » portait surtout sur la facture que le gouvernement entend faire payer aux travailleur.es et aux classes populaires pour prétendument mettre un coup d'arrêt au creusement du déficit et à l'envolée de la dette publique : 40 à 50 milliards de réduction des dépenses pour 2026, 110 au total jusqu'en 2029.

Selon la Cour des comptes, le montant de la dette devrait atteindre 116 % du PIB en 2025, 118 % en 2027 avec comme conséquence l'explosion de la masse d'intérêts payés tous les ans. Le déficit public, lui, s'élevait à 6 % du PIB en 2024. Il devrait s'établir à 5,4 % cette année avec le tour de vis de plus 50 milliards du budget 2025... Purge à laquelle la ministre des comptes publics, de Montchalin, vient d'ajouter une réduction immédiate de 5 milliards supplémentaires.

Le « plan » serait de ramener ce déficit sous les 3 % en 2029, ce qui, prétend Bayrou, permettrait de stopper la fuite en avant dans l'endettement. Du baratin pour tenter de justifier la violence de l'offensive austéritaire, au nom du fait que « *nous ne produisons pas assez, nous travaillons trop peu* », « *nous dépensons trop par rapport à nos recettes* ».

Dans les coups de rabot annoncés, la « *gratuité* » des services publics « *qui déresponsabilise* », « *l'enchevêtrement des responsabilités, des réseaux et des acteurs publics* », objet de la loi de simplification en discussion à l'Assemblée nationale. Les « *niches fiscales* », sauf évidemment celles dont bénéficient largement les plus riches. Ou encore la « *hausse incontrôlée des arrêts maladie depuis la fin du covid* », reprenant les « *préconisations* » publiées lundi 14 par la Cour des comptes pour

réduire de 20 milliards le budget de la Sécurité sociale... 8 milliards « d'effort » devraient être demandés aux collectivités territoriales. Les retraités sont menacés, eux, de la suppression de l'abattement fiscal de 10 % et de l'indexation de leurs pensions sur l'inflation. Sans oublier l'offensive en cours contre les retraites.

Le gouvernement s'est fixé jusqu'en juillet pour établir son budget et détailler les mesures qu'il compte imposer. Bayrou, que le cynisme n'étouffe pas, a osé justifier : « *L'excès de dépense publique ne fait pas le bonheur des peuples. Les pays qui ont réduit leurs dépenses publiques sont souvent les plus heureux* »...

Une offensive austéritaire pour financer le capital

Bayrou et Lombard se targuent de la confiance des marchés. L'agence de notation Moody's a en effet annoncé vendredi 11 maintenir la note de la France à son niveau précédent (AA3) assortie d'une perspective « stable » malgré la dégradation de l'endettement et les mauvaises perspectives de croissance, un encouragement.

Le président du Haut Conseil des finances publiques, le socialiste Moscovici, est venu à la rescousse, estimant que « *le principal effort, important, doit être fait sur les dépenses publiques : dépenses de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales.* »

Le patronat a ce qu'il voulait. Pour son ancien président, Roux de Bézieux, « *40 à 50 milliards d'euros de moindre croissance des dépenses, ça n'est pas l'austérité, ni la purge, ni la Grèce...* » mais un « *correctif raisonnable* ... », d'autant plus raisonnable que Bayrou a écarté toute augmentation des impôts. Lombard a par ailleurs réuni lundi les représentants du patronat pour « *discuter du budget et de l'impact de la guerre commerciale* ». Ce nouveau « Conseil des entreprises » se réunira toutes les six semaines : « *Il s'agit de nouer un dialogue avec les entreprises, à un moment où nous sommes dans une né-*

gociation difficile avec les Américains et où nous sommes aussi dans la préparation d'un budget 2026 auquel nous voulons les associer ». On ne peut plus clairement affirmer la soumission de la politique du gouvernement aux intérêts du patronat.

Bayrou nous ment lorsqu'il affirme que la cure austéritaire viserait à mettre un coup d'arrêt à l'endettement et à la dégradation économique du pays. L'austérité ne peut en rien réduire la dette qui est un moyen à travers lequel l'Etat assure une rente aux financiers auprès desquels il s'endette, une subvention aux profits dont la croissance se heurte aux limites du marché solvable. Toute attaque contre les salaires, les revenus de la grande majorité de la population se traduit inévitablement par un recul de la consommation, l'accentuation des tendances à la récession économique. C'est un cercle vicieux, la poursuite, en l'aggravant, d'une politique à courte vue qui a depuis longtemps démontré qu'elle en est un facteur aggravant.

Cela se traduit aujourd'hui sur l'ensemble des pays industrialisés par une baisse de la productivité du travail et de la croissance. Le gouvernement a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB pour 2025 (0,7 %, au lieu de 0,9 %), 2026 (1,2 %, au lieu de 1,4 %) et 2027 (1,4 %, au lieu de 1,5 %). Sans prendre ces valeurs au pied de la lettre du fait de l'instabilité générale, leur baisse reflète une tendance inscrite dans la logique des évolutions globales du capitalisme et ne peut que s'accentuer alors que le « réarmement » engloutit des sommes considérables d'argent public.

Certains voient dans la fuite en avant du réarmement un « effet dopant sur la croissance », l'occasion d'une « réindustrialisation ». C'est une illusion. « L'économie de guerre » ruine l'économie productive, en détourne les ressources au service de la production de moyens de destruction. Elle aggrave les déficits publics et la dette.

La gauche politique et syndicale en quête de collaboration

La gauche politique et les confédérations syndicales sont non seulement paralysées, mais s'inscrivent totalement dans la politique du gouvernement qui s'est empressé de les associer à ses manœuvres. A l'issue de la conférence, Coquerel, député LFI et président de la commission des finances de l'Assemblée, se disait « *très inquiet dans la manière dont on va répartir ces économies* ». La secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, s'était fendue d'un « *Quand on parle d'effort partagé, il faut désormais viser les personnes et les entreprises qui le peuvent et ne participent pas à la hauteur de leurs moyens* ». Celle de la CGT, Sophie Binet, déplorait « *l'absence de dialogue* » et un « *manque de réponses* ». Changement de ton vendredi après une réunion des confédérations représentatives avec Lombard autour des « *conséquences des droits de douane* » de Trump, où elle osait un « *Nous avons gagné !* » en annonçant la création d'une « *cellule de crise pour suivre la situation avec des réunions hebdomadaires à Bercy pour faire le point* »...

Loin de s'attaquer aux objectifs de ces politiques, maintenir coûte que coûte la machine à profits alors que le capitalisme s'enfoncé dans ses contradictions, toutes et tous s'y inscrivent au contraire, se contentant de demander « une autre répartition des efforts » sans la moindre remise en cause de la politique de réarmement et du gouffre financier qu'elle constitue. Telle la lettre de *l'Humanité* du 15 qui fustigeait la « *messe austéritaire de Bayrou* » et ses conséquences sur les services publics mais sans un mot sur le réarmement et son poids sur les finances publiques...

Il n'y a rien là d'étonnant, conséquence de leur intégration au fonctionnement de l'Etat, à son souverainisme. Leur impuissance n'est autre que celle des politiques qui se plient aux lois du système alors que la crise globale du capitalisme accentue les affrontements de classe.

La bourgeoisie mène la guerre sociale sur tous les fronts. Bayrou-Lombard et leur plan de restrictions budgétaires mènent l'offensive contre la classe ouvrière sur le terrain économique tandis que Retailleau et Darmanin renforcent l'arsenal répressif tout en menant de concert avec Le Pen leur politique de chasse aux migrants, de division des travailleur·es. A leur propagande réactionnaire s'ajoute celle de Macron unanimement soutenu par les médias autour du réarmement, une tentative de militarisation des cerveaux, de créer un élan nationaliste pour désarmer la révolte sociale qui couve.

Contre l'austérité et la guerre, défendre nos droits, conquérir la démocratie pour exproprier le capital

Le cynisme et la violence de l'offensive du gouvernement et du patronat créent bien plus la colère et la révolte que l'adhésion à leurs charlataneries.

Ces dernières reflètent en fait leur panique devant l'aggravation de la situation économique, la menace de krach que l'accumulation de dettes comme l'instabilité boursière actuelle fait craindre alors que rien ne semble capable de relancer la croissance. Toute issue réelle à ces contradictions se heurte à la sacro-sainte propriété privée capitaliste, la défense des intérêts privés quelles qu'en soient les conséquences, la fuite en avant dans la guerre sociale, la guerre commerciale et la guerre tout court.

Leur Etat, qu'Engels voyait à la fois comme « *le conseil d'administration de la bourgeoisie* » et « *une bande d'hommes armés* » chargée de défendre ses intérêts, est là pour mener ces guerres.

Le « Conseil des entreprises » que vient de créer Lombard en est une illustration, une « *privatisation* » de l'Etat sous le contrôle le plus immédiat des couches supérieures de la bourgeoisie aux premières loges pour dicter leur politique à l'exécutif. A cela s'ajoute l'imbrication intime de ce dernier avec les sommets de la hiérarchie militaire et policière concrétisée en France par le *Conseil national de défense et de sécurité nationale*. Ce CND se réunit en toute discrétion toutes les semaines sous la présidence du chef

de l'Etat, chef des armées. Il intègre divers ministres, mais surtout, au titre de « *personnalités invitées* », les patrons de l'armée, de la police, du renseignement intérieur. Il a été à l'initiative de nombreux décrets et lois, qui, sous couvert de réponse à de prétendus « risques terroristes », constituent de profonds reculs des droits démocratiques visant en particulier les militants du mouvement social.

Cette concentration des pouvoirs de l'Etat donne la mesure de la crainte qu'ils ont de la montée inévitable de la contestation sociale en réponse à l'aggravation de leurs offensives comme aux conséquences sociales de la dégradation économique et du réarmement.

Cette révolte est la seule force capable de mettre un coup d'arrêt à cette folie destructrice : stopper la marche à la guerre et au réarmement ; imposer la seule mesure qui s'impose face à la dette, son annulation ; en finir avec la course folle au réarmement et au subventionnement des profits, aides aux entreprises comme fiscalité taillée sur mesure.

De telles mesures supposent la prise de contrôle de l'économie par les travailleurs et la population, l'expropriation du capital, l'instauration de la démocratie des « producteurs associés ».

Daniel Minvielle

L'offensive commerciale et militaire des USA ébranle les vieilles puissances occidentales et le capitalisme mondialisé

Bien des esprits éclairés, commentateurs ou politiques, tout en étant alarmistes cherchent à se rassurer ou à rassurer l'opinion, relativisant le sens et la portée de la guerre commerciale qui ébranle le capitalisme mondial. Ainsi, l'éditorial du *Figaro* du 14/04 écrivait : « *La guerre commerciale déclenchée par Donald Trump donne à voir un spectacle fascinant : une crise économique et financière mondiale créée de toutes pièces.* » Comme si la crise financière n'était pas le produit de la suraccumulation de capital fictif, spéculatif qui ne trouve pas dans une économie en berne suffisamment de profits pour nourrir ses appétits sans limite. Par la magie du verbe, le grotesque dictateur que les mêmes qualifient d'inculte devient le demiurge qui plonge le monde dans les ténèbres laissant croire ou espérer qu'un autre horizon serait possible ou du moins que l'Europe pourrait le contrer... Il en va de même en ce qui concerne la guerre. Les mêmes qui se font les champions du réarmement et prônent, à la manière de Trump, la réindustrialisation par la relocalisation et le réarmement, inventent le récit d'une guerre d'Ukraine qui ne serait due qu'à Poutine et d'une guerre d'Israël dont le Hamas serait le seul coupable accusant avec une grande retenue Netanyahu d'excès dans la fureur guerrière tout en soutenant le sionisme, en s'y soumettant.

La brutale volte-face de Trump met à nu la propagande mensongère de ses prédécesseurs au profit d'une propagande tout aussi mensongère faisant l'éloge du protectionnisme et de la guerre supposés protéger les intérêts des travailleurs et des classes populaires ! La crise politique mondialisée qu'elle provoque disqualifie les discours des uns et des autres révélant leur cynisme et leur impuissance à maîtriser leur propre système hors contrôle. Elle est le produit de la stratégie des USA développée depuis Obama au lendemain de la grande récession de 2007-2008, poursuivie par Trump puis Biden, une stratégie de défense de Wall Street et du Pentagone qui ne peut plus masquer ni ses objectifs ni sa brutalité, « *la paix par la force* », stratégie orwellienne, si tu veux la paix, fais la guerre !

Et pour masquer la logique prédatrice et destructrice de leur système ses apologistes attribuent sa marche aveugle, désordonnée, brutale à la folie de quelques hommes dont dépendrait le sort de la planète alors que c'est le système qui les sélectionne et les fabrique pour servir une oligarchie capitaliste dont ils sont les instruments et les serviteurs.

La guerre commerciale et la furie militariste qui s'empare des classes dominantes sont un seul et même processus au sein d'un capitalisme en déroute.

De la poursuite du génocide du peuple palestinien à la menace de guerre contre l'Iran

Le drame du peuple palestinien broyé par l'implacable logique du militarisme qui constitue une constante de l'axe de la politique étrangère des USA en est la cruelle illustration, le martyr sans fin d'un peuple sacrifié aux ambitions impérialistes des USA dont Israël est l'instrument pour contrôler le Moyen-Orient et le pétrole.

La poursuite infernale de la guerre génocidaire d'Israël, l'élargissement de la guerre au Liban, au Yémen, les menaces sur l'Iran sont la conséquence de la continuation de cette politique par l'offensive globale des USA sur le terrain économique et militaire.

L'horreur de la guerre, les bombardements, les attaques terrestres de l'armée israélienne ont déjà tué, officiellement et sans aucun doute beaucoup plus, 53 000 Palestiniens. La bande de Gaza devenue un champ de ruines, est le terrain de nouveaux drames. Depuis le 2 mars toutes les livraisons d'aide alimentaire à Gaza ont cessé. Privés de tout, les survivants cherchent à échapper à la faim, aux maladies, dans des camps de toile sans eau potable, sans électricité, sans égouts. Et ils ont à nouveau été sommés de se déplacer, comme à Rafah, où Netanyahu veut, dit-il, « *saisir de larges zones* », 30 % du territoire qu'il a l'intention de réoccuper afin d'y implanter des « *zones de sécurité* ».

La coopération active des USA, au-delà de la complicité, est évidente. L'implication pleine et entière d'Israël à leurs

côtés dans les négociations qui ont commencé la semaine dernière avec l'Iran sur le nucléaire en est la démonstration. « *S'il faut recourir à la force, nous recourrons à la force. Israël y sera bien évidemment très impliqué, il en sera le chef de file* », a tenu à souligner Trump.

Les dites négociations avec l'Iran visent à servir de justification à une éventuelle intervention militaire à moins que la fragilité de la dictature des Mollahs les contraigne à se soumettre au plan américano-israélien. Un tel accord ne serait en rien un pas vers la paix. Si l'Iran capitulait devant les exigences de Trump et Netanyahu, arrêtant son programme nucléaire et ses relations avec la Russie et la Chine, ce ne serait pour les USA qu'un point d'appui pour avancer leurs pions dans la confrontation avec la Chine et la Russie.

Le faux semblant des négociations sans issue dans la guerre sans fin d'Ukraine

Les négociations avec Poutine initiées mi-février par Trump sont un autre moment, sur le front européen, de cette guerre globale où se négocient les rapports des USA avec la Russie vis-à-vis de la Chine, la possibilité de piller l'Ukraine. Là aussi, ce n'est pas la paix qui se négocie mais la continuation de la guerre en fonction de l'État du front. Le rapport de force se construit et se mesure sur tous les terrains, la guerre est globale, économique, financière, militaire et politique.

Le cynisme de Trump rendant l'Ukraine responsable de la guerre est d'autant plus choquant que ce sont bien les USA qui en sont à l'origine quelles que soient les responsabilités de Zelensky et des oligarques ukrainiens qui ont fait le choix de se ranger dans le camp des grandes puissances occidentales, des USA et de l'Otan, pour faire valoir leurs propres intérêts en se prêtant à leur escalade contre les ambitions grand-russes de Poutine.

L'histoire éclaire les objectifs actuels de la guerre douanière et de la pression militariste de Trump, enrôler les puissances secondaires, régionales ou locales à leur dispositif géostratégique.

Suite à la rencontre à Paris jeudi avec le secrétaire d'État américain Rubio et l'émissaire spécial de Trump, Witkoff, le ministre français des Affaires étrangères s'est félicité, « *la nouveauté, c'est que les Etats-Unis, l'Ukraine et les Européens se sont retrouvés ensemble autour d'une même table* ». Dans les faits, Macron, empressé, poursuit avec ténacité sa politique pour que la France et les puissances européennes, jusqu'alors maintenues à l'écart des négociations, trouvent leur place dans la stratégie des USA qui veulent sous-traiter l'offensive militaire contre la Russie aux puissances européennes « *volontaires* ».

Trump soutient un accord de paix à condition que Kiev donne aux USA un accès aux matières premières ukrainiennes et que Poutine accepte d'ouvrir des débouchés commerciaux aux entreprises américaines. L'Allemagne pourrait en profiter pour réactiver son approvisionnement en gaz russe par un accord impliquant les USA. Faute d'avancée dans ce sens, Trump a annoncé qu'il se

dégagerait des négociations comme de la guerre qu'ils ont eux-mêmes provoquée.

Ces négociations de la « paix » ne les intéressent que si elles peuvent leur être utiles dans le cadre de leur guerre globale pour perpétuer leur hégémonie, peu leur importe d'engendrer le chaos au prix de terribles souffrances pour les populations. La stratégie du chaos faisait déjà partie de la politique de Bush.

Le rêve d'empire américain emporté dans le cauchemar de son déclin

L'offensive commerciale, économique et militaire des USA n'est pas le fruit d'on ne sait quelle parano de Trump et des voyous qui constituent sa clique mais obéit à la logique des contradictions auxquelles le capital américain est confronté, au développement de la lutte des classes conditionné par la production et l'appropriation des richesses.

Pour les marxistes, ce sont les mécanismes de la lutte des classes, les rapports de force qui façonnent la mentalité des classes dominantes, leur dictent leur politique, sélectionnent les politiciens et qui constituent aussi l'ensemble des éléments à partir desquels la conscience des classes exploitées évolue.

Après l'effondrement de l'URSS, la classe dominante américaine se voyait dominer le monde, soumettre les peuples à ses intérêts par la force de l'économie de marché, du dollar et du Pentagone, ainsi que le disait Biden avant Trump, « *Faire en sorte que l'Amérique, encore une fois, guide le monde* ».

Le rêve a laissé la place au cauchemar des défaites militaires et de la concurrence mondialisée alors que, malgré leur puissance, les États-Unis ne représentent plus que 23 % du PIB et moins de 10 % du commerce mondial.

« *Pour continuer à fournir ces deux biens publics mondiaux — l'accès à la sécurité et l'accès à la finance — j'estime qu'il faut un meilleur partage du fardeau à l'échelle mondiale* » déclarait Trump pour justifier la guerre douanière. L'armée et le capital sont pour lui des biens publics puisqu'ils assurent la domination de l'oligarchie dont il défend les intérêts.

Le partage du fardeau signifie intégrer à l'économie et à la domination financière et militaire de Wall Street le maximum de pays en fonction d'accords bilatéraux dont les USA auraient la maîtrise ou par l'annexion. Trump confirme qu'il veut s'emparer du Groenland « *d'une manière ou d'une autre* ». Il répète à l'envi que le Canada doit devenir le 51^{ème} État des États-Unis et il entame une guerre douanière pour tenter d'asphyxier son économie et lui forcer la main.... Cette politique brutale et unilatérale aura les effets inverses à ceux recherchés. Elle décrédibilise les USA devenus facteur de crise et d'instabilité et fait de la Chine un pôle de stabilité non seulement en Asie mais au-delà.

La fuite en avant du capitalisme américain pour affronter la concurrence mondiale et la Chine conduit inévi-

tablement à un échec. Non seulement les USA seront contraints d'acter la fin de leur domination, de se plier à la réalité d'un monde multipolaire mais Trump accélère la décomposition du capitalisme américain, entraîne les puissances européennes dans leur faillite au risque de provoquer une crise financière et économique mondiale, terrain d'une menace de mondialisation de la guerre.

Contre la guerre commerciale et militaire, une politique internationaliste pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

L'offensive internationale du capitalisme prédateur est indissociable de la guerre de classe que mène Trump en imposant une dictature réactionnaire alors que les effets économiques et sociaux de sa politique se retournent déjà contre les salariés et les classes populaires, la jeunesse, les femmes, les minorités, les migrants. Il met en place sa dictature, s'attaque à la liberté d'expression mais aussi à la liberté de la science, de la pensée.

La concurrence économique, le militarisme entraînent nécessairement l'autoritarisme, la dictature, un nouveau fascisme en germe aux USA et en Europe contre les travailleurs, les femmes, la jeunesse, menacent l'environnement et amplifient le risque nucléaire.

Les convulsions des vieilles puissances impérialistes pourraient à la fois les paralyser, la décomposition sociale qui les mine de l'intérieur les priver de la capacité de faire face à la concurrence venue d'Asie et ouvrir des possibilités révolutionnaires pour le prolétariat tant en Europe qu'aux USA.

Il y a de bonnes raisons d'imaginer que la déroute de l'agression de Trump face à toute la planète retournera le prolétariat américain contre lui et les appareils qui se sont prêtés à la folie du protectionnisme et du nationalisme et ont contribué à répandre dans la classe ouvrière et la jeunesse le poison du chauvinisme et du patriotisme. La faillite des USA dans leur projet fou sera aussi celui des vieilles bourgeoisies européennes et il reviendra aux travailleurs du vieux continent de réaliser ce dont les classes exploiteuses ont été incapables, rivales entre elles, trop attachées à leurs privilèges et à leur État, s'unir par-delà les frontières pour construire les Etats-Unis socialistes d'Europe, une Europe de la coopération des peuples, d'une paix démocratique respectant les droits à l'autodétermination vers la mondialisation de la planification et du socialisme.

Yvan Lemaitre